

Avis n°21-11564

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <http://www.boamp.fr/avis/detail/21-11564/officiel>

## Avis de marché

Département(s) de publication : **51**

Annonce No **21-11564**

Services

---

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CA EPERNAY COTEAUX ET PLAINE CHAMPAGNE.

Correspondant : M. le président, place du 13e RG 51200 Epernaycourriel : [marches@epernay-agglo.fr](mailto:marches@epernay-agglo.fr)  
adresse internet : <https://www.epernay-agglo.fr> .

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.xmarches.fr/entreprise/> .

**Objet du marché : 2021-06ca - etudes geotechniques, hydrogeologiques et constitution du dossier " loi sur l'eau" - projet poste de refoulement la gosse a epernay.**

*Caractéristiques principales :*

la présente consultation concerne :

2021-06ca - etudes geotechniques, hydrogeologiques et constitution du dossier " loi sur l'eau" - projet poste de refoulement la gosse a epernay

*Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :* le délai global d'exécution est de 12 mois se décomposant comme suit :

-Etudes géotechniques : 4 mois ;

-Etude hydrogéologique : 4 mois ;

-Dossiers réglementaires, exploitation, interprétation et synthèse des résultats (sauf suivi Piézométrique) : 4 mois

-Suivi Piézométrique : 12 mois

Le délai d'exécution des différentes prestations débutera à compter de la notification du marché.

La date prévisionnelle de début d'exécution est prévue pour le mois de mars 2021.

*Refus des variantes.*

*Durée du marché ou délai d'exécution* : 12 mois à compter de la notification du marché.

*Cautionnement et garanties exigés* : aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros (H.T.) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

*Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent* : les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

*Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché* : le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

*Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat* :

*Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature* :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire;
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 (si cette déclaration n'est pas déjà demandée dans le cadre du formulaire DC1, ci-après);
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés;
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail);
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents.

*Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public* :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années;
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique;

- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature;
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

*Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOTII) :*

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail;
  - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus;
  - Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays;
  - Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.
- La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

*Critères d'attribution :*

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

- prix des prestations : 45 %;
- qualité des prestations : 55 %.

*Type de procédure :* procédure adaptée.

*Date limite de réception des offres :* 17 février 2021, à 12 heures.

*Délai minimum de validité des offres :* 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

*Autres renseignements :*

*Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :* 2021-06CA.

*Renseignements complémentaires :* pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.xmarches.fr/>



# BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Il s'agit pour le candidat de créer un compte afin de bénéficier de son " Espace entreprise ".

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres.

Après ce délai, les candidats ne pourront plus demander de précisions sur le contenu du dossier.

Renseignement(S) administratif(s) :

epernay agglo champagne

Service Commun Marchés Publics

2 rue de Reims - B.P. 505

51331 epernay Cedex

Mmes pluchart / gilles/ mangas

Tél : 03 26 53 37 08 / 09 / 34

Renseignement(S) technique(s) :

epernay agglo champagne

M. Halim KREBBAZA

Tél. : 06 71 27 05 56

@ : [krebbaza@epernay-agglo.fr](mailto:krebbaza@epernay-agglo.fr).

*Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :*

Le dossier de consultation des entreprises sera remis gratuitement à chaque candidat. Il est ainsi disponible à l'adresse électronique suivante : <http://www.xmarches.fr>.

*Conditions de remise des offres ou des candidatures :*

pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les

Formulaires Dc1 (lettre de candidature) et Dc2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le

site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr) ; soit le Document Unique de Marché Européen (Dume). La liste des

Renseignements figurant ci-dessous sera à joindre en annexe du Dc2 (le Dc2 seul ne suffit pas).

*Date d'envoi du présent avis à la publication : 26 janvier 2021.*